



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice

Luxembourg, le 17 septembre 2019  
Réf. N° QP-81/19

Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Législation  
L-2450 Luxembourg

**Objet :** Question parlementaire n°1039 du 7 août 2019 de l'honorable Député Marc Baum

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe notre réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

La Ministre de la Justice,

Sam TANSON



**Réponse commune de Madame Sam Tanson, Ministre de la Justice, et de Monsieur François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, à la question parlementaire n° 1039 de l'honorable député Marc Baum**

Ad questions 1 et 5

En général, tous les biens meubles de la Police grand-ducale, une fois arrivés à leur fin de vie, sont soit détruits, soit incorporés dans le domaine de l'Etat. Il est également d'usage que le Ministère des Finances procède à la vente publique de ces biens.

Les révolvers de la marque Smith & Wesson qui ont été vendus ne sont pas des armes produites pour le marché militaire ou policier mais des armes standard qui sont disponibles sous cette forme sur le marché civil.

Le stock d'anciens révolvers n'a cependant pas été entièrement mis à la vente. Ainsi la Police grand-ducale a détruit 360 armes qui présentaient des défauts ou des non conformités par rapport aux tolérances prescrites par Smith & Wesson. Pour des raisons de collection, quelques révolvers ont été gardés au sein de l'armurerie de la Police grand-ducale.

Lors de l'acquisition des nouvelles armes de service de la Police grand-ducale, il a été tenu compte de la vente des anciennes armes dans la planification financière.

Le personnel policier s'est vu proposer la possibilité d'acquérir son ancienne arme de service et a dû, avant remise des armes, demander un port ou une détention d'armes auprès du Ministère de la Justice, conformément à l'article 6, alinéa 2, de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

La vente de tous les révolvers a rapporté au trésor de l'Etat la somme de 325.484 €.

Ad question 2

Il s'est avéré que les nombreux problèmes en relation avec les révolvers résultaient des contraintes d'utiliser une munition sintox et sans plomb dans le nouveau stand de tir couvert de la Police grand-ducale et du fait que la Police grand-ducale a dû acquérir au cours des 30 dernières années pas moins de 20 modèles différents du revolver Smith & Wesson du calibre .357 Mag. Ceci était dû à des changements dans la production de Smith & Wesson. Sachant que les différents types d'armes ne fonctionnent pas avec chaque type de munitions, une standardisation des armes était devenue inévitable afin de mettre à disposition du personnel policier des armes et des munitions modernes et conformes aux normes en vigueur.

Toutes les armes soumises à la vente publique ont été vérifiées par l'armurerie de la Police grand-ducale et sont conformes aux normes de sécurité de Smith & Wesson.

#### Ad questions 3 et 4

Lorsque des armes et munitions relevant du champ d'application de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, ce qui est le cas en l'espèce au vu de l'article 6, alinéa 2, de la loi précitée du 15 mars 1983, sont exportées vers des pays tiers par rapport à l'Union européenne, les dispositions du règlement (UE) N° 258/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (protocole relatif aux armes à feu) et instaurant des autorisations d'exportation, ainsi que des mesures concernant l'importation et le transit d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, sont applicables.

Toutefois, en l'espèce, ces dispositions n'ont pas trouvé application étant donné que l'adjudicataire de l'intégralité des revolvers était un professionnel allemand, autorisé conformément aux dispositions du droit allemand. Le transfert des revolvers a donc été opéré conformément aux dispositions de la directive modifiée n° 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes, telle qu'elle a été transposée au Luxembourg par la loi précitée du 15 mars 1983, et notamment son article 22-1.

En application de ces dispositions, le Service des armes du Ministère de la Justice a autorisé le transfert des revolvers à la société allemande le 29 juillet 2019 en octroyant un permis de transfert d'armes, et ce sur base d'un accord préalable délivré par les autorités allemandes compétentes.

#### Ad question 6

Il s'agit de la première vente publique d'armes prohibées à feu de la Police grand-ducale.

---